

THEME III : IDEOLOGIES, OPINIONS ET CROYANCES EN EUROPE ET AUX ETATS-UNIS DE LA LA FIN DU XIX EME SIECLE A NOS JOURS

CHAPITRE 1 : SOCIALISME, COMMUNISME ET SYNDICALISME EN ALLEMAGNE DEPUIS 1875 (pp 130 à 157)

INTRODUCTION : (analyse du sujet)

La question proposée nous demande de conduire une étude sur le mouvement ouvrier en Europe à partir de l'exemple allemand et réunit deux dimensions majeures; celle de l'**idéologie socialiste** et celle de l'**action ouvrière** et des **partis** et **syndicats** qui s'en réclament.

Ainsi il est donc important de recontextualiser la question et de préciser la définition des termes employés dans l'énoncé.

Du milieu du 19^{ème} jusqu'à la Révolution russe de 1917, les mots « **socialisme/socialistes** » sont appliqués à l'ensemble des organisations politiques ouvrières qui veulent transformer la société pour la rendre plus égalitaire et ce, en utilisant différentes méthodes. Ces organisations sont intégrées dans la **Première**, puis la **Deuxième Internationale** socialiste.

Avec la **Révolution russe**, apparaît le terme « **communiste** » qui désigne les partisans de la Révolution soviétique regroupés dans la **IIIème Internationale** créée par Lénine.

Ces variations de vocabulaire indiquent l'existence depuis le milieu du 19^{ème} siècle, de deux courants dans le mouvement socialiste : un **courant révolutionnaire, inspiré du marxisme qui sera appelé « social-démocrate » dans la 2^{ème} moitié du 19^{ème} siècle, et un courant réformiste, plus pragmatique.**

Toutefois, après la Révolution de 1917, le terme de « **social démocrate** » change de sens et désigne alors le « **réformisme** » qui refuse le modèle soviétique.

Le marxisme n'est alors plus revendiqué que par les communistes.

Le **syndicalisme** intervient non pas dans la champ politique mais dans le champ social et économique et se constitue en parallèle des partis ouvriers pour la défense des intérêts des travailleurs. Il est travaillé par les mêmes clivages entre **réformistes** et **révolutionnaires** et se tient donc plus ou moins éloigné des partis socialistes. Les syndicalistes réformistes privilégient la négociation et les révolutionnaires des formes d'action plus dures, notamment la grève générale.

Quoiqu'il en soit, c'est au 19^{ème} siècle, dans une Europe qui s'industrialise que naît le socialisme. Assez précoce en Allemagne, le Parti socialiste allemand né en 1875 est le premier d'Europe. Le pays s'est unifié depuis **1871** sous un régime impérial autoritaire où l'**Empereur** et le **chancelier** ont des pouvoirs considérables

La question nous invite à une périodisation qui fait se succéder un essor marqué du socialisme et du syndicalisme allemand de **1875 à 1914 sous l'Empire allemand**, puis une phase de crise entre **1914 et 1945** avec une période de grande division sous la **République de Weimar** au sortir de la première Guerre mondiale puis l'épreuve du **nazisme**, et enfin, une renaissance après 1945, dans un pays en reconstruction puis, marquée par l'existence de 2 Allemagne à partir de 1949.

Problématique : *Quel fut le rôle des socialistes dans la formation d'une classe ouvrière allemande et quel rapport au pouvoir et à l'action révolutionnaire ont-ils entretenu ? Quels effets les grandes crises du XXème siècle et les changements de société ont-ils eu sur le socialisme et le mouvement ouvrier allemand ?*

I. De 1875 à 1914 : La formation du mouvement ouvrier dans l'Empire allemand

1° La fondation du parti socialiste allemand

Le SPD, parti social démocrate d'Allemagne est né en 1875 lors du Congrès de Gotha et est issu de la fusion de l'Association générale des travailleurs allemands, créée en 1863 par Ferdinand Lassalle, (qui s'est engagé dans une approche réformiste du socialisme, refusant par exemple la collectivisation des moyens de production et privilégiant le suffrage universel comme outil d'amélioration de la condition ouvrière) et du Parti social-démocrate des travailleurs proche du marxisme.

Le nouveau SPD adopte une orientation réformiste sous l'influence d'Eduard Bernstein. L'influence du SPD sur les ouvriers qui constituent alors plus du tiers de la population active est forte et le chancelier allemand, Bismarck combat les socialistes en menant une politique sociale ambitieuse et en faisant interdire le SPD par une loi « antisocialiste » votée en 1878 en vigueur jusqu'en 1890. Ils sont alors classés parmi les « ennemis du Reich » pour leur opposition à l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour leur soutien à la commune de Paris et prenant prétexte d'un double attentat sur le Kaiser (l'empereur) Guillaume Ier. Cette loi interdit toutes les organisations socialistes mais n'empêche pas les socialistes de se présenter aux élections. Pendant cette période, le SPD devient le premier parti représenté au Reichstag et est de ce fait, un modèle d'organisation pour les socialistes européens ! Malgré la répression de Bismarck, la sociale-démocratie survit et entretient des liens forts avec le monde ouvrier dans une « contre société » ouvrière qui développe une culture propre par des associations, des cafés, des loisirs et des chants.

Bismarck essaie de rallier les ouvriers en développant une législation sociale « modèle »

1869	loi limitant la durée de travail des enfants à 6h/jour
1883	création des caisses d'assurance maladie
1884	loi sur l'indemnisation des accidents du travail
1889	loi sur les assurances invalidité et vieillesse, retraite à 70 ans
1890	loi limitant la durée de travail des femmes à 10h/j
1891	loi instituant le repos hebdomadaire

2° La naissance du syndicalisme en Allemagne

Les syndicats ont été autorisés en 1878 et se sont structurés dans le sillage du SPD. Les « syndicats libres » liés à la Social-démocratie gagnent en effectifs et s'unifient. Ils optent en théorie pour une idéologie marxiste révolutionnaire, mais dans la pratique adoptent une stratégie réformiste en préférant la négociation et la gestion des assurances sociales sans s'interdire la grève. Des syndicats chrétiens se développent également, en Bavière, mais sont moins puissants que les syndicats liés au SPD. En 1892, les différentes associations de travailleurs allemands sont fédérées dans une « Commission générale des syndicats allemands », très proche du SPD.

3° la crise révisionniste et le ralliement des socialistes à l'Union sacrée en 1914

La fin de la loi « anti socialiste » en 1890 a paradoxalement fait plonger le SPD dans une crise dite « révisionniste » provoquée par la publication d'Eduard Bernstein en 1899 qui souligne les hésitations du SPD entre programme marxiste et la pratique du réformisme par les élus du Reichstag et les responsables syndicaux. Face à lui, des grandes figures du SPD comme Bebel ; Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht défendent toujours l'idée de révolution et font condamner le « révisionnisme » en 1903 au Congrès de Dresde.

En 1914, la guerre éclate et le SPD se rallie à l'Union Sacrée. Les partis soutiennent l'effort de guerre, tournant le dos au pacifisme traditionnel du marxisme. Le patriotisme conduit tous les députés à voter les crédits de guerre. Dès 1915, ce soutien à la guerre et au gouvernement impérial divise les socialistes. Une minorité s'insurge contre ce qu'ils considèrent être un reniement aux principes du parti dont Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui sont exclus du SPD. Ils sont emprisonnés pour pacifisme et fondent en 1915, la Ligue spartakiste, ancêtre du Parti communiste allemand (KPD) (voir manuel p.137)

K. Liebknecht et R. Luxemburg



Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Congrès de Leipzig 1905 © Ullstein Bild/Roger-Viollet

II. La crise du mouvement ouvrier allemand (1914-1945)

1. L'éclatement du SPD et l'évolution du syndicalisme entre 1914 et 1918

La Première Guerre mondiale a profondément divisé les socialistes et perturbé les pratiques syndicales et La Révolution russe de 1917 a accéléré l'éclatement du SPD. Les socialistes allemands, comme les autres en Europe n'ont pas réussi à empêcher la guerre, le nationalisme l'a emporté sur l'internationalisme, le patriotisme a prévalu sur l'entente entre les peuples. Les spartakistes (en référence à l'esclave Spartacus en révolte contre Rome au 1^{er} siècle av JC), ont été exclus de la délégation des socialistes au Reichstag et du Parti lui-même.

En outre, suite aux Révolutions russes de février et d'octobre 1917, Kautsky et Bernstein, qui étaient jusque là dans la majorité quittent le SPD pour former un nouveau parti, L'USPD (SPD indépendant) et réclament des négociations immédiates avec la Russie pour arrêter la guerre et sont rejoints par les Spartakistes qui gardent leur indépendance au sein de ce nouveau parti. Ces derniers, une fois la guerre finie fonderont le KPD, le Parti communiste (Kommunistische Partei Deutschlands). Les Spartakistes veulent la Révolution et croient sous l'impulsion de Rosa Luxemburg à la spontanéité des masses populaires, la démocratie ouvrière et directe, l'internationalisme, le pacifisme et l'antimilitarisme. Ils animent un peu partout des soviets (des conseils) d'ouvriers et de soldats qui lancent des révoltes, des mutineries dans plusieurs villes allemandes. Cette opposition « de l'intérieur » permet à la droite de développer la théorie du « coup de poignard dans le dos » qui prétend que l'Allemagne n'aurait pas perdu la guerre à cause d'une défaite militaire mais à cause des révolutionnaires allemands !

Mais la guerre a aussi profondément affecté l'action syndicale. Les syndicats se sont associés à l'effort de guerre et ont participé aux secours aux blessés et aux comités chargés du ravitaillement. Ils ont accepté la loi sur le service militaire qui obligeait tous les hommes de 17 à 60 ans à travailler. Certains syndiqués se sont révoltés mais ceux qui étaient hostiles à la guerre étaient minoritaires même s'ils de grandes grèves insurrectionnelles se sont déclenchées en janvier et novembre 1918. Le syndicalisme allemand a réussi cependant à préserver son unité et n'a pas connu ce qui s'est produit en France dans la CGT par exemple, à savoir une scission entre syndicalistes proches des socialistes et ceux qui se rallient aux communistes.

2° La division de la gauche allemande après 1918 et la République de Weimar. (voir manuel p.138/139)

Une nouvelle République remplace l'Empire en novembre 1918. L'empereur Guillaume II abdique le 7 novembre et le 9 novembre, le chancelier Max de Bade, transmet ses pouvoirs au leader du SPD : Friedrich Ebert qui préside la République qui vient d'être proclamée au Reichstag. Le SPD est la seule force politique assez implantée dans le pays qui puisse maintenir l'ordre face au climat révolutionnaire qui se développe partout et qui réclame une République sociale. Le SPD établit donc, par un processus constitutionnel, un régime démocratique présidentiel et parlementaire. Ebert est élu premier président en février 1919 par l'Assemblée Constituante réunie à Weimar. Il nomme le chancelier Sheidemann chargé de former un gouvernement de coalition avec les centristes. Le nouveau régime réprime alors les mouvements révolutionnaires avec l'aide des corps-francs (groupes paramilitaires) dont proviendront un certain nombre de dignitaires nazis). Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés sur ordre du gouvernement socialiste, en janvier 1919. (voir un hommage en photos singulier, accompagné d'une « folk Internationale » à Rosa Luxemburg : <http://www.youtube.com/watch?v=Lh4Y79NWrl8> et des images d'archives allemandes de la Révolution spartakiste : <http://www.youtube.com/watch?v=INTjCj3Ogas>. Ces deux révolutionnaires, critiques à l'égard des dérives soviétiques, restent des références pour l'extrême gauche actuelle).

A l'époque, le SPD, qui assumait la défaite et les décisions du Traité de Versailles, très dures pour le pays, ont rompu définitivement avec leur aile gauche et est perçu par la gauche révolutionnaire comme un parti traître qui a renoncé à la cause ouvrière. Le SPD en gouvernant avec le Centre est devenu un parti bourgeois glissant vers la droite. Ces divisions ont laissé des traces durables dans la gauche allemande.

La trahison sociale-démocrate selon Rosa Luxemburg

Le 18 novembre 1918, Rosa Luxemburg dénonce dans le journal la «*Rothe Fahne*» les calomnies que la majorité du SPD font courir sur les Spartakistes et la façon dont ils trahissent selon elle la révolution :

« Derrière ces rumeurs...ces mensonges...il y a quelque chose de très sérieux, tout cela est organisé. La campagne d'excitation est menée systématiquement...Ce qu'on veut c'est créer un climat de panique chez les petits-bourgeois, c'est troubler l'opinion publique, intimider et égarer les ouvriers et les soldats. On veut créer une atmosphère de pogrom¹ et poignarder politiquement le mouvement spartakiste avant qu'il ait eu la possibilité de faire connaître sa politique et ses objectifs aux larges masses...Ce sont les sociaux-démocrates qui empoisonnent délibérément l'opinion publique en forgeant des mensonges, qui dressent le peuple contre nous parce qu'ils redoutent nos critiques et ont tout lieu de les redouter.

Ces gens qui, huit jours avant que n'éclate la révolution, qualifiaient de crime « putschiste » et « d'aventurisme » la seule idée de la révolution...veulent aujourd'hui faire croire que la révolution est déjà faite et que ses objectifs ont été atteints. Ce qu'ils veulent c'est stopper le progrès de la révolution pour sauver la propriété bourgeoise et l'exploitation capitaliste ».

1. * pogrom : ici, à le sens de massacre

Le SPD devient donc un parti de gouvernement mais échoue aux élections de 1920. Il reste le 1^{er} parti allemand en voix et en sièges au Reichstag jusqu'en 1930. Il demeure officiellement marxiste mais dans la pratique a opté pour l'ordre et la voie parlementaire.

Le **KPD**, parti communiste s'oppose au **SPD** et incarne l'héritage des spartakistes mais s'en éloigne en se rapprochant de l'URSS depuis la création du **Komintern** par Lénine et les 21 conditions qui l'accompagnent, toutes acceptées par le KPD. La différence est importante avec la pensée de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht qui préconisaient l'action de masse à partir des groupes locaux et refusaient les tendances centralisatrices du léninisme et du **Parti Bolchevik**. Sous Staline, le KPD suit les décisions de Moscou et refuse toute alliance avec les autres partis de gauche. Le SPD est considéré comme « social traître » et les communistes se sont donc opposés au « **Front de fer** », cette coalition allemande qui regroupait les partis républicains, le SPD, les catholiques du Centre et qui s'est formée en 1930 contre la droite nationaliste rassemblée elle dans le « **Front de Harzburg** ».

Le KPD est un parti stalinien, électoralement très fort chez les ouvriers, le SPD reste un parti ouvrier (dans sa composition et son électorat) qui se « droitise » mais ne parvient pas à s'ouvrir aux nouvelles catégories sociales (classes moyennes, jeunes) contrairement aux **nazis** qui entament leur ascension au début des années 1930.

La fracture entre SPD et KPD reflète parfaitement la vieille opposition entre réformistes et révolutionnaires qui touche toute la gauche européenne. C'est à ce moment là que le terme « social-démocrate » cesse de désigner les marxistes révolutionnaires pour qualifier les socialistes modérés du SPD.

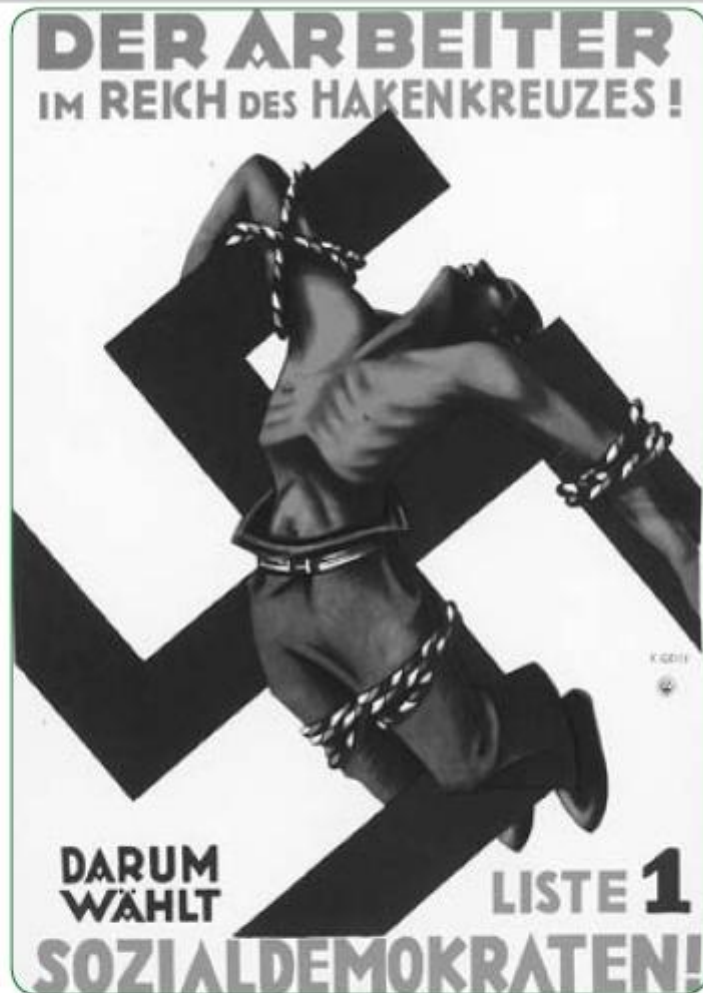
Document 3 *Nombre de députés et % des voix aux élections législatives (1919/1933):*

Années	KPD députés	%	USPD députés	%	SPD députés	%	NSDAP députés	%
1919			22	2.1	163	37.9		
1920	4	2.1	84	17.9	102	21.6		
1924, mai	62	12.6			100	20.5	32	6.6
1924, décembre	45	8.9			131	26.2	14	3.1
1928	54	10.6			153	29.8	12	2.6
1930	77	13.1			143	24.5	107	18.3
1932, juillet	89	14.3			133	21.6	230	37.3
1932, novembre	100	16.9			121	20.4	196	33.1
1933	81	12.3			120	18.3	288	43.9

Le syndicalisme allemand pour sa part a fait le choix de la modération contre l'extrême gauche révolutionnaire dont il s'éloigne pour préférer le SPD. En 1925, il renonce officiellement à la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, notions pivots du marxisme. **L'ADGB (Allgemeine Deutscher Gewerkschaftbund)** adopte une direction centrale qui négocie directement avec le patronat et l'Etat et compte plus de 4 millions d'adhérents à la fin des années 20.

3° Le mouvement ouvrier sous le nazisme et dans la guerre.

La crise économique de 1929 a touché de plein fouet l'Allemagne déjà affaiblie et provoque un effondrement de la production et une flambée du chômage (6 millions de chômeurs en 1932, soit 25% des actifs). Cette situation profite aux partis extrémistes : le **KPD** à gauche qui double ses voix entre 1928 et 1932 et au **Parti Nazi** à droite qui devient le premier parti allemand en 1932 sans jamais obtenir de majorité absolue seul cependant. Le climat politique est marqué par une violence physique croissante. Le SPD est perçu comme modéré et se tient à distance de cette **brutalisation** de la vie politique. Il perd de la légitimité, des élus et du soutien populaire au profit des communistes. Il tente de bloquer l'avancée du parti nazi en alertant sur les dangers de cette idéologie, comme ici sur cette affiche électorale de 1932.



© alg-images

Questions



- 1 Présenter le document.
- 2 Quelle est la signification du dessin ?
- 3 Comment qualifier le « ton » de l'affiche ?

La division de la gauche, sans être une cause unique, a joué un rôle important dans l'accession des nazis au pouvoir. Le refus d'alliance du KPD avec le SPD a permis au parti d'Hitler de progresser d'autant qu'il agite la menace communiste qui pousse la droite conservatrice à s'allier aux nazis par peur du KPD ! (plutôt Hitler que les rouges). En 1933, Hitler ne prend le pouvoir qu'au prix de l'interdiction du KPD qui lui permet d'atteindre la majorité des deux tiers du Reichstag nécessaire à l'obtention des pleins pouvoirs.

Le 14 juillet 1933 le syndicalisme est interdit, le parti Nazi est devenu parti unique, des milliers de militants de gauche sont arrêtés et internés dans des camps de concentration dès mars 1933. Certains leaders parviennent à s'échapper à l'étranger, d'autres sont exécutés, d'autres organisent une résistance intérieure comme le mouvement **Neu Beginnen** (nouveau départ) socialiste, ou **l'Orchestre rouge**, communiste.

En 1933 le bilan est terrible pour la gauche allemande, étouffée et emprisonnée avant d'être anéantie par la guerre.

III. LA RENAISSANCE ET LES MUTATIONS DU SOCIALISME ET DU SYNDICALISME ALLEMAND DEPUIS 1945

1° Après la guerre : la renaissance politique dans l'Allemagne « année zéro »

En 1945, l'Allemagne est un pays en ruine, privé de sa souveraineté, disputé par les influences américaine et soviétique, **découpé en 4 zones d'occupation** et administrée par une commission interalliés. Le **SPD** avait survécu en exil pendant la guerre et est dirigé alors par **Kurt Schumacher**, ancien déporté à Dachau, amputé d'une jambe et qui symbolise la souffrance du pays. Le **SPD** refuse de fusionner avec le **KPD**, trop proche de Moscou et c'est donc le seul parti de gauche qui demeure en Allemagne de l'Ouest après la **séparation des 2 Allemagne en 1949** et pratiquement jusque dans les années 1990. Le KPD a été interdit en 1956 après des résultats médiocres aux élections et déclaré anticonstitutionnel jusqu'en 1968, où il renaîtra sous le sigle de **DKP**. Cette marginalisation du communisme s'explique par l'effet répulsif du modèle soviétique adopté par la RDA.

Le parti socialiste s'oppose au **CDU, le parti démocrate chrétien au pouvoir (la droite)**. Les syndicats adoptent le principe et la stratégie de **cogestion** et participent donc à la direction des entreprises avec le patronat.

Document 5 *Nombre de députés et % des voix aux élections législatives (1949/2009)*

Années	KPD PDS (1990) LINKE (2005) députés	%	Verts députés	%	SPD députés	%	CDU députés	%
1949	15	5.7			131	29.2	139	31.2
1953	0	2.2			151	28.8	243	45.2
1957					169	31.7	270	50.2
1961					190	36.2	242	45.3
1965					202	39.3	245	47.6
1969					224	42.7	242	46.2
1972					230	45.8	225	44.8
1976					214	42.6	243	48.6
1980			0	1.5	218	42.9	226	44.5
1983			27	5.6	193	38.2	244	48.7
1987			42	8.3	186	37.1	223	44.2
1990	17	2.4	0	3.8	239	33.5	319	43.8
1994	30	4.4	49	7.3	252	36.4	294	41.5
1998	36	5.1	47	6.7	298	40.9	245	35.5
2002	2	4.2	55	8.6	251	38.5	248	38.5
2005	54	8.7	51	8.1	222	34.2	226	35.2
2009	76	11.9	68	10.7	146	23.1	239	33.8

Le **SPD** représente une opposition dure au **CDU**. Il refuse d'abandonner le marxisme et milite pour une **économie socialisée et planifiée**. Il réclame la réunion de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 (c'est-à-dire avant les annexions du Reich), s'oppose à l'entrée de la RFA dans l'Europe (surtout la **CED, Communauté européenne de Défense en 1953**), dans **l'OTAN en 1955**, dénonce le **fédéralisme** et souhaite un **Etat centralisé** et tous ces aspects sont en exacte opposition avec les choix de la CDU avec laquelle aucun compromis n'est possible. Le SPD n'emporte jamais de majorité au Parlement et reste donc un **parti d'opposition** pendant toutes les années 1950. Pourtant le **SPD** est à nouveau travaillé par des divisions internes entre ceux qui veulent garder l'orientation marxiste et ceux qui veulent rompre avec elle.

Le syndicalisme opte pour une **cogestion paritaire**, c'est-à-dire à part égale entre syndicat et patronat. Il s'agit d'une **politique pragmatique** défendue par le **DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund)** qui lui permet de recruter de très nombreux effectifs : 5 millions d'adhérents en 1949, soit 1/3 des salariés dont plus de 1 million dans la puissante fédération de la métallurgie **IG Metall**. L'implantation syndicale est par ailleurs relayée par un réseau d'associations, d'écoles d'apprentissage, de caisses d'épargne, de centres d'études et de recherches.

Ainsi, autant le syndicalisme allemand a retrouvé une vraie puissance dans les années 1950, autant le SPD semble figé dans une raideur qui idéologique qui le divise et l'éloigne du pouvoir.

2° Le tournant réformiste au Congrès de BAD Godesberg en 1959. (voir manuel p.144/145)

Le SPD en RFA est pris dans de grandes contradictions : parti qui se revendique marxiste mais qui lutte contre le communisme dans un contexte de guerre froide, parti qui se dit ouvrier mais qui s'embourgeoise dans les Trente Glorieuses, partisan de la socialisation de l'économie mais qui reconnaît au fond l'économie de marché. Le SPD doit donc admettre l'ancrage de la RFA dans le camp occidental et prendre en compte le « *miracle économique allemand* » des années 60 pour pouvoir concurrencer le succès de la CDU, enrayer ses défaites électorales et la perte de ses adhérents même s'il reste un parti de masse bien implanté

surtout dans les régions industrielles du nord de la RFA. De plus, une partie des militants demandent une révision du programme. Le **Congrès de Bad Godesberg en 1959** a opéré cette mutation. Le SPD qui avait accepté dès 1954 le principe de la libre concurrence économique adopte alors un nouveau programme. Le SPD abandonne le marxisme et s'ouvre à l'électorat catholique, renonce à l'économie socialisée, aux nationalisations. Il accepte le principe de la libre entreprise et de l'économie de marché tout en réclamant des réformes sociales. Il accepte de défendre la stabilité monétaire et se convertit à **l'atlantisme** et à la construction européenne ! Pour porter ces nouvelles orientations, un nouveau chef du parti est élu en 1964 : **Willy Brandt**, le dynamique maire de Berlin.

Le programme de Bad Godesberg

« Les socialistes préconisent une société dans laquelle chaque être humain puisse s'épanouir dans la liberté...Le socialisme démocratique qui plonge ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique...est le parti de la liberté de l'esprit. Il constitue une communauté d'hommes s'inspirant d'idéologies et de confessions différentes. Le Parti social-démocrate vise à instaurer un ordre imprégné de ces valeurs fondamentales.

...Les communistes oppriment radicalement la liberté. Ils violent les droits de l'homme et le droit de libre détermination des hommes et des peuples...C'est pourquoi l'espoir du monde réside dans les valeurs du socialisme démocratique qui veut créer une société digne de l'homme, libérée de la misère, de la peur, libérée de la guerre et de l'oppression. »

En se réformant, le SPD devient un **parti de gouvernement** et accepte en 1966 de rentrer dans un **gouvernement de coalition** avec la CDU pour lutter contre l'essor des néo nazis. **Willy Brandt** devient alors vice-chancelier et cela accroît la crédibilité du SPD. En 1969, W Brandt devient **chancelier** jusqu'en 1974 où **Helmut Schmidt** (aussi au SPD) lui succède jusqu'en 1983. Les socialistes ont ainsi conservé le pouvoir pendant 14 ans ! Ils y ont mené une politique sociale très modérée et ont déçu les ouvriers en matière de réforme économique et sociale. Ils ont en revanche innové en matière de politique extérieure en faisant la promotion de « **l'Ostpolitik** », une politique d'ouverture à l'est et à la RDA qui normalise les relations entre les deux Allemagne dans un contexte de « **Détente** » dans la **guerre froide**, et accroît les échanges entre les deux pays. **Un traité de reconnaissance mutuelle est signé en 1972** (ce qui signifie acceptation des frontières) et **les deux Allemagne entrent à l'ONU en 1973**. En outre, Willy Brandt reconnaît pour la première fois la responsabilité allemande dans le génocide des juifs et le 7 décembre 1970 il s'agenouille devant le mémorial du ghetto de Varsovie en signe de repentance.

Willy Brandt agenouillé devant le Mémorial du ghetto de Varsovie (le 7 décembre 1970)



© alg-images. Picture-alliance.

Du fait du glissement à droite du SPD, la gauche du Parti manifeste un mécontentement, en particulier les étudiants dont une partie rompt avec le SPD pour former une **opposition d'extrême-gauche**. Ils incarnent une **opposition non-parlementaire : APO** en Allemand (AusserParlamentarische Oppositionviolentes) (il n'y a d'ailleurs plus d'opposition parlementaire) et mènent une agitation dans la rue et certains se radicalisent jusqu'au terrorisme. En avril 1968, la contestation étudiante qui touche de nombreux endroits du globe, prend une forme très spectaculaire en Allemagne sous forme d'émeutes violemment réprimées. Un tournant doctrinal s'est aussi développé dans le syndicalisme avec l'abandon en 1963, de l'objectif de transformation sociale. Dès lors, les syndicats ne chercheront plus que des aménagements limités dans les politiques salariales et les conditions de travail.

Cette tendance à la « droitisation » des partis socialistes, ce qu'on peut appeler la **mutation sociale-démocrate** (au sens d'abandon du marxisme) est commune à tous les pays d'Europe selon des calendriers différents et en fonction du poids des Partis Communistes et de leur implantation dans la population.

En RDA, le mouvement ouvrier est au cœur du régime mais qui n'autorise qu'un parti Unique : le **SED (parti socialiste unitaire)** dont le rôle est d'encadrer la société est-allemande, comme dans toutes les démocraties populaires. C'est les chefs du parti **Walter Ulbricht de 1950 à 1971 puis Erich Honecker de 1971 à 1989** qui dirigent le pays en s'appuyant sur l'armée et les services secrets (**la Stasi**). La population est-allemande souffre et a manifesté son mécontentement face à la suppression de la propriété privée dans les campagnes, et en **1953** quand les ouvriers ont manifesté contre la décision d'augmenter les rendements et le temps de travail ce qui a été brutalement réprimé. De plus, plusieurs millions d'allemands de l'est ont rejoint l'est avant que ne soit décidée la construction d'un **mur de séparation**, en **1961**.

3° L'évolution de la gauche allemande dans les années 1990

Le SPD a affronté l'épreuve du pouvoir pendant 14 ans (de 1969 à 1983) et cela l'a conduit à une certaine usure et a dû faire face à de nouveaux partis à gauche. Le SPD est devenu un parti de « classes moyennes » et subi une nouvelle mutation idéologique qui vise à concilier, **sous Gerhard Schröder**, nouveau leader du SPD à la fin des années 1990, néo-libéralisme économique et sociale démocratie. Celui-ci dans un contexte de mondialisation, cherche à limiter l'Etat Providence, le keynésianisme, et à optimiser l'efficacité économique du pays. Le SPD remporte les élections en 1998 et **Gerhard Schröder** devient chancelier pour deux mandats. En 2003, 2004, il entreprend des réformes très libérales connues sous le nom **d'Agenda 2010 voir p. 146/147** (réforme de la flexibilité du travail et de baisse de la couverture chômage qui remettent en cause le modèle allemand. **Gerhard Schröder** perd les élections en 2005 mais le **SPD** rejoint une coalition avec la **CDU d'Angela Merkel** jusqu'en 2009. Ce ralliement à la droite provoquera une défaite aux élections de 2009 où le **SPD** réalisa son pire score depuis 1945.

A gauche, l'ancien Parti communiste de RDA était entré dans le jeu politique allemand depuis la réunification et est rebaptisé **PDS (le Parti du Socialisme démocratique)**. Il réalise un très bon score dans l'ex RDA illustrant un sentiment **« d'Ostalgie »**, (voir p. 157)

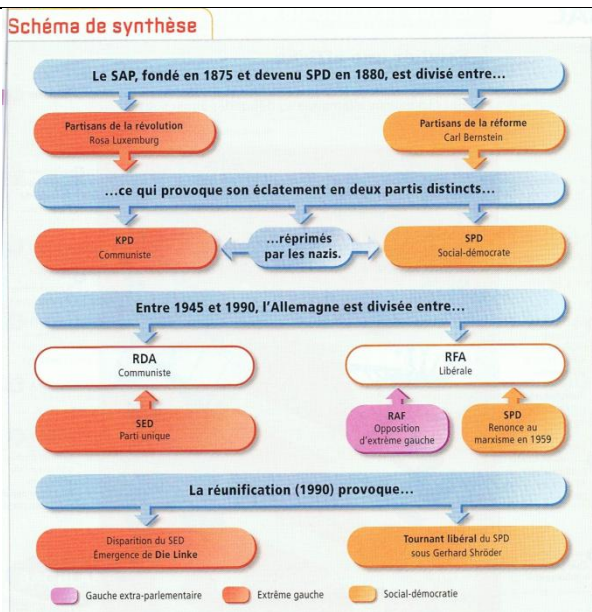
En 2005, il devient le **Parti de Gauche (Linkspartei)** et fusionne avec différents courants de la gauche radicale formant alors **« Die Linke »** présidée par **Oskar Lafontaine**. C'est une gauche anticapitaliste et altermondialiste qui obtient 12% des voix en 2009 récupérant une partie des voix des déçus du SPD, sur fond de crise financière.

Dans le même moment politique, **les Verts, Die Grünen**, ont joué aussi un rôle important dans la recomposition de la gauche allemande dans les années 1990. Ils sont représentés au Parlement (Bundestag) et sont le 3^{ème} parti d'Allemagne. Ils ont souvent gouverné avec le SPD. Le syndicalisme allemand demeure puissant avec 7 millions de membres soit 80% des syndiqués qui appartiennent à la DGB. Le taux de syndicalisation allemand occupe un rang moyen en Europe avec 30% de salariés syndiqués contre 8% en France mais 75% en Suède. Le modèle allemand fondé sur une sécurité sociale forte et la cogestion est remis en cause par la mondialisation et la crise actuelle dans la zone euro, même si le pays paraît mieux résister. Cependant ses bons résultats économiques, ses excédents commerciaux sont obtenus au prix d'une réduction drastique des acquis sociaux qui bloque les salaires, réduit la protection sociale, précarise l'emploi, et cela n'a pu être empêché par les syndicats.

L'histoire du socialisme et du syndicalisme allemand en Allemagne sur un siècle fait ressortir quelques grandes tendances qui montrent que l'orientation progressive vers le réformisme et la sociale démocratie de la gauche non communiste n'a cessé de s'affirmer ce qui s'est accompagné d'une recomposition à l'extrême gauche en parallèle.

Si d'autres pays d'Europe connaissent la même évolution, la singularité allemande réside dans la précocité des phénomènes et dans la distance bien plus nette entre syndicats et partis politiques.

Sur la dernière période, le SPD a perdu nettement son leadership à gauche, les consultations électorales à venir dessineront-elles un paysage politique nouveau ?



Il s'agit de mettre en place, dans la première séquence proposée, quelques grandes évolutions du mouvement ouvrier allemand depuis 1875, à travers quelques pistes d'analyse de quatre oeuvres

1) Un mouvement ouvrier qui s'organise

Ernst Henseler (1852-1940), *Wirtshausszene* (huile sur toile, 1877, Hessisches Landesmuseum, Darmstadt) http://www.wikigallery.org/wiki/painting_209380/Ernest-Henseler/Tavern-Scene

Ernst Henseler a étudié dans les années 1870 à Berlin et Weimar. Peintre de scènes historiques, de portraits et de paysages, il enseigna par la suite le dessin à Berlin. Son tableau représente une discussion politique dans une taverne ouvrière pendant la campagne pour l'élection de 1877 au Reichstag. Au mur un placard de campagne soutenant les candidats du jeune Parti social-démocrate. À gauche un fonctionnaire social-démocrate tenant à la main un numéro du *Volksfreund* présente le programme du parti à un public à la fois rural et urbain, mélangeant classes populaires et classes moyennes, électeurs et non-électeurs (les femmes et les enfants). Les tavernes, espaces de sociabilité et d'échanges, jouèrent un rôle important dans les campagnes électorales des sociaux-démocrate, avant l'interdiction du parti en 1878.

2) Division et affaiblissement du mouvement ouvrier

Magnus Zeller (1888-1972), *Volksredner* (huile sur toile, 1920, LA County Museum of Art) <http://theartinstituteofchicago.blogspot.fr/2012/03/los-angeles-lacma-german-expressionism.html>

Après des études à Berlin et l'épreuve de la Première Guerre mondiale, qui fonde son antimilitarisme, le peintre expressionniste Magnus Zeller rejoint les conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin soutenus par l'USPD et les spartakistes (http://germanhistorydocs.ghi-dc.org/sub_image.cfm?image_id=1665), et dessine la révolution en Allemagne en 1918-1919 dans son portfolio *Revolutionszeit*, (ensemble de sept lithographies <http://collectiononline.lacma.org/mwebcgi/mweb.exe?request=record;id=126363;type=101>). Dénoncé par les nazis comme un représentant de « l'art dégénéré » (il peint des œuvres anti-nazis sous le manteau), il adhère en 1945 au SPD, qu'il quitte pour le SED. Il s'installe à Berlin-Est, où il est classé comme « formaliste », c'est-à-dire non conforme avec le « réalisme socialiste ». Son tableau, qui met l'accent sur le rôle du révolutionnaire et des foules anonymes, a sans doute influencé Fritz Lang pour *Metropolis*, voire Leni Riefenstahl (<http://kino-obscure.com/post/20358047392/art-film-zeller-lang-riefenstahl>)

3) Deux mouvements ouvriers pour deux Allemagnes

Max Lingner (1888-1959), *Aufbau der Republik* (mosaïque en porcelaine de Meissen, 1950-1952, Ministère des Finances, Berlin) http://de.wikipedia.org/w/index.php?title=Datei:Max_Lingner_BMF.jpg&filetimestamp=20060927134122

Cette mosaïque de 18 m de long se trouve sur un des murs extérieurs de l'ancien ministère de la Luftwaffe, qui fut successivement le siège de l'administration militaire soviétique en 1945-1948, du Conseil des Ministres de la RDA (elle y fut fondée en 1949), de l'organisme chargé de privatiser les entreprises de RDA après la réunification, et aujourd'hui du ministère des Finances. Le bâtiment a été en outre au centre du soulèvement ouvrier de Berlin-Est en 1953. La mosaïque, réalisée par le peintre Max Lingner et 14 artisans à la demande du Premier ministre Otto Grotewohl, représente l'idéal socialiste d'un peuple est-allemand uni allant vers un futur radieux. Max Lingner avait étudié en Allemagne puis en France auprès de l'avant-garde artistique. Membre du PCF en 1934, dessinateur pour *Monde* puis *La Vie ouvrière*, *L'Avant-Garde* et *L'Humanité*, membre de la Résistance, il s'installa à Berlin-Est en 1945, y fonda l'Académie allemande des Arts, et enseigna à l'École des Beaux-Arts de Berlin-Weissensee. Son style « français » était critiqué en RDA comme « formaliste », ce qui l'obligea à plus de réalisme socialiste sur la mosaïque.

4) Le SPD parti de gouvernement

Manfred Bluth (1926-2002), *Willy Brandt* (1973, Abgeordnetenhaus von Berlin Parlement du Land de Berlin, galerie des citoyens d'honneur de Berlin) http://www.parlament-berlin.de/pari/web/wdefault.nsf/vHTML/G11_6-00033?OpenDocument

Manfred Bluth, après des études à Berlin puis Munich s'installe à Berlin-Ouest en 1953-1968, et se tourne vers le réalisme. Il fut l'un des fondateurs en 1973 de « l'École de la Nouvelle Splendeur » (*Schule der Neuen Prächtigkeit*). Son tableau permet de présenter la figure de Willy Brandt, son rôle dans le rapprochement des deux Allemagnes comme maire de Berlin-Ouest à la tête de la RFA, mais aussi dans l'arrivée du SPD au pou

voir dans des coalitions avec les chrétiens-démocrate puis les libéraux, une pratique poursuivie après la réunification.

➔ Les dates clés

- 1875 : Fondation du SAP
- 1878 : Légalisation des premiers syndicats en Allemagne. Interdiction du SAP
- 1889 : Création de la IIème Internationale Socialiste à Paris
- 1890 : le SAP devient le SPD
- 1892 : Première confédération syndicale allemande
- 1918 : fin du IIème Reich
- 1919 : Naissance de la République de Weimar. Création du KPD
- 1919 : Echech de la Révolution spartakiste
- 1933 : Arrivée d'Hitler au pouvoir, début de la dictature nazie et des persécutions
- 1942 : Extermination du réseau communiste de résistance « l'Orchestre rouge »
- 1945 : Défaite allemande. Occupation du pays
- 1949 : Naissances de la RFA et de la RDA
- 1989 : Chute du mur de Berlin (9 novembre)
- 1990 : Réunification allemande (3 octobre)

➔ Les mots clés :

- Communisme
 - Ligue spartakiste
 - Marxisme
 - Réformisme
 - Social-démocratie
 - Socialisme
 - Syndicat
 - Cogestion
 - Collectivisation
 - Die Linke
 - Economie sociale de marché
 - Les Verts
- } p.134
- } p.140

Ainsi que tous les termes surlignés dans le cours.

- ➔ Biographies : réaliser des biographies rapides des personnages surlignés dans le cours.
- ➔ La chronologie

